

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

**COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 489<sup>e</sup>  
SÉANCE**



Lundi 13 décembre 1965,  
à 16 h 20

**NEW YORK**

SOMMAIRE

Point 99 de l'ordre du jour:

Règlement pacifique des différends ..... 1

*Président:* M. Carlet R. AUGUSTE (Haïti).

POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR

Règlement pacifique des différends  
(A/5964; A/SPC/L.123)

1. Le **PRESIDENT** déclare que la Commission est saisie, en ce qui concerne la question intitulée "Règlement pacifique des différends", d'un projet de résolution présenté par 14 délégations (A/SPC/L.123).

2. Lord **CARADON** (Royaume-Uni), présentant le projet de résolution A/SPC/L.123, souligne que la question du règlement pacifique des différends est d'une importance fondamentale et que son caractère d'urgence est indéniable. Il faut bien reconnaître tout d'abord que dans cette tâche primordiale que constitue le règlement pacifique des différends, l'Organisation des Nations Unies n'a guère progressé dans la direction des buts de la Charte et n'a pas su répondre aux espoirs de l'humanité. Or, la gravité de cet échec apparaît nettement si l'on considère que la persistance de certains différends fait obstacle à toutes les autres activités de l'Organisation et peut mettre en danger la paix mondiale.

3. L'Organisation des Nations Unies a à son actif un certain nombre de réalisations en matière de développement économique et social. D'autre part, dans le domaine du maintien de la paix au sens propre du terme, on pourrait citer bon nombre de cas où les Nations Unies ont su mettre fin à des désordres ou tout au moins les contenir. Cependant, il s'agissait en l'occurrence de différends qui s'étaient déclarés au grand jour. Au contraire, pour ce qui est du règlement pacifique des différends, qui est distinct des opérations de maintien de la paix, on ne peut s'empêcher de constater l'insuffisance de ce qui a été fait.

4. Lord **Caradon** rappelle qu'il a lui-même souvent déclaré que la politique de son gouvernement est d'appuyer et de renforcer l'Organisation des Nations Unies. Le Royaume-Uni a montré par ses actes la sincérité de ses déclarations. Cependant, les actes qui manifestent pratiquement le soutien apporté à l'Organisation seraient insuffisants si les Etats Membres ne cherchaient pas en même temps à s'acquitter du premier devoir des Nations Unies, qui est de mettre au point des méthodes efficaces pour le

règlement de différends qui risquent de dégénérer en conflits.

5. La délégation du Royaume-Uni n'a pas de plan préconçu en ce qui concerne la question. Elle tient seulement à déclarer qu'il est essentiel qu'avant la fin de la session, l'Assemblée générale prenne une nouvelle initiative visant à réexaminer ce qui a été fait par le passé et à tracer une voie nouvelle pour l'avenir.

6. Avant de passer à un examen plus détaillé de la question, le représentant du Royaume-Uni tient à en faire ressortir tout d'abord trois aspects sur lesquels il semble que tous s'accordent. Premièrement, il ne fait aucun doute que la question dont la Commission est saisie occupe un rang très élevé dans l'ordre des priorités. Un des chapitres de la Charte, le Chapitre VI, porte précisément le titre de "Règlement pacifique des différends" et c'est à coup sûr délibérément que les auteurs de la Charte ont fait une si grande place à cet aspect du rôle de l'Organisation. A l'Article 33 du Chapitre VI, les mots les plus importants sont les mots "avant tout". C'est en effet "avant tout" par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques que les Etats doivent rechercher le règlement de tout différend.

7. Deuxièmement, l'histoire de l'Organisation montre que le succès même des opérations entreprises par les Nations Unies pour empêcher les conflits immédiats a eu parfois pour effet de renvoyer à une date ultérieure la recherche d'un règlement des différends qui étaient à l'origine de ces conflits. Il est même arrivé qu'en empêchant un conflit, on ait perpétué le différend entre les parties et que la paix ait pris le pas sur la justice. Dans ces conditions, une paix inquiète, intervenue par suite de l'action des Nations Unies, a parfois été acceptée ou imposée là où il aurait dû y avoir un règlement permanent. Or, il ne faut pas que le maintien temporaire de la paix puisse jamais devenir l'ennemi de la paix authentique entre les parties. En d'autres termes, il ne faut jamais oublier la nécessité de considérer non seulement les symptômes, mais aussi les causes des maux et des difficultés qui se manifestent dans le monde.

8. Troisièmement, il faut reconnaître qu'en ne s'attaquant pas à la racine même des différends internationaux on provoque un gaspillage de ressources impressionnant. On a souvent parlé du fardeau que les armements et ce que l'on a appelé "l'équilibre de la terreur" imposent à l'humanité. Cependant, il y a plus: chaque fois que surgit un différend dégénérant ou menaçant de dégénérer en conflit, des ressources

humaines, financières et matérielles, qui devraient être consacrées à des initiatives fructueuses, sont immédiatement détournées vers d'autres fins et purement et simplement gaspillées. Les lents efforts déployés en vue du développement économique et social sont du jour au lendemain compromis lorsqu'un conflit menace et l'on dépense alors davantage en une semaine de combats qu'en un an d'efforts constructifs. Inversement, une somme réduite consacrée en temps utile au règlement d'un différend peut permettre de faire l'économie des sommes considérables qui sont parfois dépensées pour le maintien de la paix.

9. A la 1351<sup>ème</sup> séance plénière de l'Assemblée générale, le Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, M. Michael Stewart, a tout d'abord déclaré au sujet de la question à l'étude que si la guerre avait pu, par le passé, être un instrument de rétablissement du droit, de renversement des tyrannies et de libération des nations, c'était un instrument auquel le genre humain ne pouvait plus se permettre de recourir. C'est alors qu'il a proposé la création d'un comité composé d'experts éminents des questions politiques et juridiques, comité dont la composition refléterait celle de l'Assemblée et qui ferait des recommandations permettant de constituer en quelque sorte un manuel et un jeu d'outils qui pourraient être utilisés pour le règlement des différends.

10. Les questions auxquelles le comité qui serait créé devrait répondre sont notamment les suivantes:

Les Etats Membres reconnaissent-ils qu'il y a eu par le passé une réticence à recourir aux méthodes de règlement pacifique énoncées à l'Article 33 de la Charte? Dans l'affirmative, quelles sont les causes fondamentales de cette réticence?

Comment les Etats Membres peuvent-ils être amenés à utiliser davantage les méthodes et procédures existantes en matière de règlement pacifique?

Les Etats Membres reconnaissent-ils que, lorsqu'un différend surgit, le premier objectif doit être le règlement pacifique de ce différend, et doit-on admettre également que lorsque des opérations de maintien de la paix sont entreprises par l'Organisation il faut s'efforcer concurremment, et d'urgence, de régler le différend qui est la cause première de l'intervention des Nations Unies?

Dans quelles circonstances les méthodes de conciliation telles que la médiation et l'établissement des faits, qui nécessitent le recours à des tiers, peuvent-elles être le plus efficaces?

Quelles améliorations peuvent être apportées aux méthodes de la négociation bilatérale, par exemple aux méthodes des commissions frontalières et des divers organismes ou accords permanents destinés à permettre la consultation, la coopération et la conciliation directes?

Etant donné que les différends et les conflits ont souvent des causes économiques autant que politiques, obtiendrait-on de meilleurs résultats en consacrant au règlement des différends, par l'intermédiaire des organisations internationales, les ressources économiques disponibles?

Peut-on mieux tirer parti des commissions d'enquête et des autres moyens permettant d'établir les faits en ce qui concerne un différend donné?

La médiation étant une des méthodes les plus efficaces de règlement pacifique, serait-il bon de désigner un groupe de médiateurs qui seraient prêts à tout moment à s'acquitter de leur tâche?

Comment et par qui ce groupe serait-il désigné, et à qui ferait-il rapport?

Ce groupe devrait-il se réunir régulièrement et faire des recommandations sur l'emploi éventuel de méthodes déterminées pour le règlement de tel ou tel différend?

Faut-il prévoir un personnel plus nombreux au Secrétariat pour permettre à l'Organisation de s'acquitter de son rôle en matière de médiation?

Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience des institutions spécialisées, par exemple de celle de l'Organisation internationale du Travail en matière de médiation et d'établissement des faits?

Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience des organisations régionales?

Quelles sont les considérations favorables ou défavorables à une plus large reconnaissance de la compétence de la Cour internationale de Justice, et notamment de la procédure prévue à l'Article 36 du Statut de la Cour? En particulier, comment amener les Etats à retirer les réserves dont sont assorties les déclarations visées audit Article 36 ou à en limiter la portée?

Peut-on recourir plus fréquemment à la méthode de l'arbitrage?

Comment peut-on s'assurer la coopération des diverses institutions universitaires, des organisations de juristes et des organismes de recherche?

Enfin, ce qui est peut-être le plus important, comment peut-on amener l'opinion, sur le plan international et sur le plan national, à reconnaître les avantages des méthodes de règlement pacifique et à se montrer mieux disposée à l'égard des méthodes internationales de conciliation?

11. Le représentant du Royaume-Uni passe ensuite à deux questions qui sont étroitement liées à celle du règlement pacifique des différends. La première concerne ce que l'on appelle les "relations amicales" entre les Etats, question qui est actuellement examinée par la Sixième Commission et à l'étude de laquelle de nombreuses délégations, notamment celle de la Tchécoslovaquie, ont apporté une contribution précieuse. Parmi les sept principes examinés par la Sixième Commission figure celui du règlement pacifique des différends. Cependant, l'examen auquel procède cette commission-là vise à la mise au point progressive et à la codification des principes en cause. La délégation du Royaume-Uni attache une grande importance à ce travail, mais elle estime que, dans le domaine du règlement pacifique des différends, il faut faire bien davantage que formuler les principes fondamentaux. Il faut en effet procéder à une étude approfondie des moyens et des méthodes qui doivent en fait conduire à l'adoption de recom-

mandations et de mesures destinées à permettre aux Etats de recourir plus fréquemment aux méthodes de règlement pacifique. Il s'agit donc de faire également porter l'attention sur les mesures pratiques et sur les mesures politiques qui permettront l'application effective des principes, et il n'y a aucun conflit entre les travaux de la Commission politique spéciale d'une part, et ceux de la Sixième Commission et du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats d'autre part.

12. L'autre question, qui n'est pas sans rapport avec celle dont la Commission politique spéciale est saisie, est celle qui concerne l'établissement des faits, également examinée par la Sixième Commission sur l'initiative de la délégation des Pays-Bas. Le Secrétaire général a déjà fait une étude très utile portant sur les méthodes d'établissement des faits (A/5694) et la Sixième Commission est actuellement saisie d'un projet de résolution visant à demander au Secrétaire général de la compléter <sup>1/</sup>. De l'avis de la délégation britannique, l'étude déjà faite par le Secrétaire général et celles qu'il pourrait être amené à faire si le projet de résolution de la Sixième Commission était adopté devraient être communiquées au Comité dont les auteurs du projet de résolution A/SPC/L.123 proposent la création. Là encore, il ne saurait y avoir aucune confusion entre la question inscrite à l'ordre du jour de la Commission politique spéciale et celle qui concerne l'établissement des faits.

13. Le représentant du Royaume-Uni précise enfin que les auteurs du projet de résolution A/SPC/L.123 envisagent la création d'un comité qui compterait entre 9 membres au minimum et 14 au maximum. La délégation du Royaume-Uni exprime l'espoir que les recommandations qui figurent dans le projet de résolution A/SPC/L.123 seront examinées dans un esprit de coopération universelle et bénéficieront d'un large soutien.

14. M. RUDA (Argentine) fait observer que les deux premiers Articles de la Charte font une obligation à tous les Etats Membres de régler leurs différends par des moyens pacifiques. L'Article 33 précise notamment que les parties à tout différend doivent en rechercher la solution "avant tout" — c'est-à-dire avant toute intervention de l'Organisation des Nations Unies — par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix. Dans ce contexte, le projet de résolution présenté par le représentant du Royaume-Uni (A/SPC/L.123) apparaîtrait particulièrement opportun.

15. A cette occasion, un examen objectif des activités de l'Organisation depuis sa création s'impose. Malgré les crises graves qu'elle a traversées, l'ONU, au cours de ses 20 années d'existence, a atteint son objectif principal qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales. Néanmoins, une analyse plus approfondie des faits révèle que si l'Organisation s'est adaptée aux situations critiques qui se sont présen-

tées, elle n'a fait en revanche que peu de progrès en ce qui concerne la mise au point d'un dispositif susceptible d'éviter une aggravation de la situation ou de donner une solution définitive à des questions fondamentales, qui continuent de constituer une menace contre la paix. On est ainsi forcé de reconnaître qu'en matière de règlement pacifique des différends, l'Organisation n'a pas répondu aux espérances qu'elle avait fait naître. Il convient d'examiner les causes de cette situation et de rechercher de nouvelles solutions.

16. Certes, il existe des méthodes traditionnelles de règlement pacifique des différends et diverses institutions ont été créées à cet effet, mais les normes qui régissent ces procédures ont le plus souvent une forme négative: elles se bornent à interdire le recours à la force, sauf en cas de légitime défense ou sous les auspices d'organismes internationaux. Pour sortir de cette phase négative, le rôle des organismes internationaux est capital. En effet, en matière de règlement pacifique des différends, il ne peut exister que deux possibilités: ou les deux parties acceptent la solution proposée par une tierce partie ou cette dernière persuade les parties de procéder à des consultations en vue de rechercher elles-mêmes la solution de leur différend, avec ou sans son aide. En dehors de ces éventualités, il ne reste que la possibilité de négociations directes ou l'emploi de la force armée ou non armée. Il apparaît donc que les organisations internationales peuvent jouer un rôle déterminant en tant qu'arbitre dans le règlement des différends. A cet effet, il convient de compléter la Charte des Nations Unies qui ne contient que des dispositions d'ordre général sur cette question.

17. Selon le représentant de l'Argentine, le moment est venu de revenir au courant d'idées qui, au commencement du siècle, a conduit à penser que les conflits internationaux peuvent être résolus sans recourir à la menace ou à l'emploi de la force. Depuis lors, de nombreux changements se sont produits, de nouveaux Etats se sont créés et peu de questions peuvent échapper à l'intérêt de la communauté internationale tout entière. Cependant, pour ce qui est des méthodes de règlement pacifique des différends, la situation est à peu près la même qu'à la fin de la deuxième Conférence internationale de la Paix, tenue à La Haye en 1907, à l'exception de la possibilité du recours à la Cour internationale de Justice.

18. Il convient de tenir compte du fait que lors de la création des organismes internationaux de caractère politique, l'accent a été mis avant tout sur le principe de la sécurité collective plutôt que sur celui du règlement pacifique des différends. Ainsi, les opérations de maintien de la paix visent simplement à maintenir l'ordre, et non à apporter une solution. Les forces affectées à ces opérations jouent le même rôle que les forces de police à l'intérieur d'un Etat, qui ont pour fonction d'empêcher la violence. Dans ces conditions, il peut se créer une situation de fait dans laquelle le maintien de la paix est assuré sans qu'il soit tenu compte des droits des parties et sans qu'une solution définitive soit apportée au différend.

19. Pour toutes ces raisons et compte tenu de l'obligation qui incombe aux Etats de rechercher le règlement de leurs litiges avant d'en saisir l'Organisation des Nations Unies, la délégation argentine appuie

<sup>1/</sup> Ce projet de résolution a été ultérieurement adopté par l'Assemblée générale [résolution 2104 (XX)].

chaleureusement l'initiative du Gouvernement britannique. Cette position se justifie par la politique extérieure traditionnelle de la République argentine, qui a résolu ses problèmes territoriaux par voie de négociations et, le plus souvent, par voie d'arbitrage. S'inspirant de ces traditions, M. Zavala Ortiz, ministre des relations extérieures de l'Argentine, a souligné à la dix-neuvième session, lors de la discussion générale (1292ème séance plénière), la nécessité de soumettre tous les différends, qu'ils soient d'ordre politique ou juridique, à une juridiction obligatoire. Au cours de la présente session, il a saisi l'Assemblée générale d'un projet d'accord (1337ème séance plénière), dans lequel il est envisagé de soumettre à la juridiction de la Cour internationale de Justice tous les différends d'ordre juridique, sous réserve de certaines conditions. Ce projet s'inspire des mêmes principes fondamentaux que ceux contenus dans le projet de réforme du Pacte de la Société des Nations que l'Argentine avait présenté à Genève en 1920.

20. Le représentant de l'Argentine appelle l'attention des membres de la Commission sur le système de consultation et de recours aux organismes et aux accords régionaux qui se répand de plus en plus. Il exprime l'espoir que l'examen de cette importante question permettra de mettre au point des mesures concrètes en vue de consolider la paix dans le monde et d'affirmer la prépondérance du droit sur les idéologies politiques.

*M. Lannung (Danemark), rapporteur, prend la présidence.*

21. M. PACHECO (Brésil) déclare que le projet de résolution présenté par le représentant du Royaume-Uni (A/SPC/L.123) reçoit le plein appui de la délégation brésilienne. L'histoire du Brésil comporte plusieurs exemples de différends qui ont été résolus par voie d'arbitrage, de médiation ou de règlement judiciaire. Ainsi, des milliers de kilomètres de frontière entre le Brésil et ses voisins ont été fixés sur la base de l'arbitrage, sans préjudice des droits de chacune des parties intéressées. A l'heure actuelle, les relations entre les peuples exigent plus que jamais l'établissement d'une série de principes et de dispositions juridiques et la résolution dont la Commission politique spéciale est saisie peut contribuer à surmonter certaines difficultés sans avoir recours à la force et à la violence. En face des réalités contemporaines, les anciens principes juridiques voient leur importance s'accroître, tandis que de nouvelles techniques juridiques se font jour dans le cadre des activités de l'Organisation des Nations Unies; toutefois, conformément aux termes de la Charte, une tâche reste au premier plan, celle de régler les différends par des moyens pacifiques. Le projet de résolution A/SPC/L.123 se fonde sur les sources mêmes qui ont inspiré la Charte des Nations Unies et constitue un progrès sur la voie du règlement de problèmes internationaux complexes.

22. M. DE BEUS (Pays-Bas) souligne que la confiance universelle dans la capacité des Nations Unies de régler les différends s'est quelque peu affaiblie par suite des nombreux différends internationaux, d'ordre politique et juridique, qui se sont succédé à un rythme rapide depuis 1945. L'Organisation a

souvent réussi à résoudre ces problèmes, en particulier au moyen d'opérations de maintien de la paix et de missions d'observateurs, mais cette action s'est généralement limitée à empêcher de nouvelles hostilités et, trop souvent, elle n'a pas réussi à aller jusqu'à la racine du différend et à le résoudre.

23. La tâche des Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix comporte deux aspects également importants: la cessation des hostilités et la solution de conflits qui peuvent conduire à des hostilités. Les résultats obtenus dans ces deux domaines s'avèrent très inégaux et, comme l'a déclaré M. Luns, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, devant l'Assemblée générale (1348ème séance plénière), la raison en est que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies n'ont pas suffisamment utilisé tous les moyens mis à leur disposition par la Charte afin d'arriver à des accords négociés. On peut donner comme exemple le problème du Cachemire, le conflit au Moyen-Orient et la situation à Chypre.

24. C'est pour cette raison que la délégation néerlandaise appuie l'initiative prise par le Royaume-Uni qui consiste à souligner à nouveau l'importance du principe de règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques. Il convient de rappeler qu'il existe deux catégories de différends. D'une part, ceux qui proviennent d'interprétations différentes du droit applicable, et d'autre part, ceux qui sont provoqués par le désir ou même par la nécessité de modifier ce droit. En ce qui concerne la première catégorie, l'Article 33 de la Charte stipule clairement comme moyen de règlement l'arbitrage ou le règlement judiciaire. Le fait que la Nigéria, l'Ouganda et l'Iran ont récemment accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice est encourageant pour les Nations Unies. Un autre exemple est la Convention relative au commerce de transit des Etats sans littoral, qui a été adoptée en juillet 1965 et qui comporte une clause relative à l'arbitrage obligatoire. De même, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale renferme un article relatif à la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice.

25. La seconde catégorie de différends suscite des difficultés plus grandes, car il s'agit de problèmes politiques qui, comme tels, ne peuvent être résolus au moyen de règles juridiques. L'Article 33 de la Charte indique des moyens pour résoudre cette catégorie de différends, à savoir la négociation, l'enquête, la médiation, la conciliation et le recours aux organismes ou accords régionaux; toutefois, si l'on étudie la situation actuelle, il est manifeste que ces moyens n'ont pas été suffisamment appliqués. C'est pourquoi, la délégation néerlandaise estime que le temps est venu d'effectuer une étude complète des aspects juridiques et politiques du règlement pacifique des différends. Elle estime que l'établissement des faits peut en particulier s'avérer une méthode extrêmement utile pour régler les différends juridiques et politiques. Les Nations Unies ont recouru avec succès à cette procédure, comme il ressort du rapport du Secrétaire général (A/5694); toutefois, on trouve également de nombreux exemples où l'établissement impartial des faits a été impossible ou n'a pas été entrepris. Cette méthode aurait pourtant été très efficace, par exemple

lorsqu'un pays accuse un autre d'avoir poursuivi de prétendus envahisseurs sur son territoire et d'avoir molesté la population locale, ou encore dans le cas de plaintes relatives à l'intervention ou à la subversion étrangères sous forme d'aide accordée à des rebelles ou à des envahisseurs. Dans tous ces cas, une enquête menée sur place peut apporter une solution au différend, tout au moins en ce qui concerne les faits.

26. C'est pour ces raisons que la délégation néerlandaise considère qu'il est très utile que le projet de résolution A/SPC/L.123 établisse un lien entre la question de l'établissement des faits et les autres méthodes de règlement pacifique des différends, en particulier dans le dernier alinéa du préambule et dans l'alinéa b du paragraphe 2 du dispositif.

27. La délégation néerlandaise accordera son plein appui non seulement au projet de résolution A/SPC/L.123, mais également à son application, et elle est prête à contribuer aux travaux du comité spécial envisagé dans cette résolution.

*M. Auguste (Haïti) reprend la présidence.*

28. M. STUART (Australie) estime que les propositions faites dans le projet de résolution présenté par le représentant du Royaume-Uni (A/SPC/L.123) ont été soigneusement élaborées; si ce projet de résolution est adopté, il pourra apporter une contribution utile à l'étude des différentes méthodes mutuellement acceptables pour les parties à un différend.

29. Au cours de la discussion de la Commission politique spéciale sur les opérations de maintien de la paix, la délégation australienne a noté avec intérêt l'importance accordée par plusieurs orateurs à la possibilité de régler les différends avant que ces derniers nécessitent la mise en œuvre d'opérations de maintien de la paix. Les opérations de maintien de la paix visent principalement à empêcher qu'une situation critique ne s'aggrave. Cette ambition modeste a été fréquemment couronnée de succès, par exemple à Chypre, mais dans d'autres cas aucun résultat n'a été

atteint. Il faut donc essayer de régler le problème avant d'entamer une opération de maintien de la paix. La tendance aux Nations Unies est souvent de se concentrer sur l'aspect négatif des relations internationales, comme la non-intervention et le non-emploi de la force et, à cet égard, il est utile de rappeler le principe positif énoncé au paragraphe 3 de l'Article 2 de la Charte, à savoir que les Membres de l'Organisation doivent régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques.

30. Le succès ou l'échec du règlement pacifique des différends dépend souvent du choix des méthodes employées. Il serait donc utile d'indiquer clairement tous les moyens dont on dispose, de définir les situations auxquelles ces moyens s'appliquent le mieux et d'établir une série de méthodes dans le cadre desquelles les nécessités matérielles et les aspects politiques seraient adaptés à l'objectif central qui est de trouver une solution au problème. C'est ainsi que l'intervention d'une tierce partie ou le recours à un dispositif permanent de médiation et de conciliation peuvent donner de meilleurs résultats que la négociation directe qui souligne trop souvent la supériorité de la partie la plus forte.

31. L'Australie, dont la Constitution fédérale accorde une place très importante au règlement judiciaire des différends et qui a recours à des méthodes d'arbitrage pour ses problèmes économiques et sociaux, est peut-être plus inclinée que d'autres pays à donner la priorité au règlement judiciaire. La délégation australienne reconnaît toutefois l'importance des facteurs politiques et elle estime que les parties à un différend doivent disposer d'un choix de moyens aussi large que possible. Le projet de résolution A/SPC/L.123 tient compte de ce fait et cherche à étudier les méthodes propres à rendre plus acceptables et plus efficaces les moyens existants de règlement pacifique des différends. La délégation australienne approuve l'initiative du Royaume-Uni et pense qu'elle devrait recevoir un très large appui.

La séance est levée à 17 h 25.

